

PRÉPARER L'AVENIR ECONOMIQUE DE LA FRANCE

Cette semaine, en deux occasions. M. Pierre Mendès France a présenté ses propositions concernant d'une part la politique économique et financière du gouvernement Pompidou, d'autre part les problèmes posés par le développement de la recherche scientifique et ses rapports avec l'Université.

En les résumant dans « T. S. », nous tenons à apporter de nouveaux commentaires à l'appui des idées déjà énoncées dans les documents de programme du P.S.U. Notre parti entend ainsi aller au-delà de simples orientations politiques insuffisamment explicitées, non chiffrées et non précisées dans le temps de leur application.

Les critiques de notre camarade P. Mendès-France rejoignent celles que nous avons présentées dans le commentaire du récent programme de la « Fédération de la gauche ».

Leur but est de montrer qu'intenter au gaullisme une critique seulement négative est insuffisante, une opposition vague, incomplète.

Il est possible de déterminer des propositions politiques qui par leur précision, condamnent l'action du gaullisme, et rassemblent les hommes de gauche que démobilisent sciemment ou inconsciemment les jeux tactiques préconisés par des hommes trop habiles.

S'opposer au gaullisme, c'est savoir plaider un autre dossier à condition de l'avoir bien étudié, d'y croire et d'y faire croire. Ce langage politique est le nôtre au P.S.U., et on le retrouve dans les interventions de Mendès France.

Rappelons à ce propos que, contrairement à ce que certains journaux — même lorsqu'ils sont proches de nous — veulent laisser croire, Pierre Mendès-France est membre du P.S.U., qu'il y a toujours milité, et que sa candidature à Grenoble a été présentée par la section de notre Parti.

Ainsi donc, et cela est normal, il n'y a aucune contradiction dans les exposés de Mendès-France et l'esprit des textes votés par les instances supérieures de notre Parti. Il y a identité et complémentarité. Ce qui peut gêner quelques bons apôtres, mais ne peut que nous confirmer dans notre combat contre le régime gaulliste.

« T. S. »

Les déclarations de Pierre Mendès France

• La situation économique est précaire

— La conjoncture présente, estime d'entrée Pierre Mendès France, a fait l'objet d'appréciations divergentes. S'il est vrai que la croissance économique continue à un rythme honorable de l'ordre de 5 à 5 1/2 % pour l'ensemble de l'économie nationale, la hausse des prix est actuellement le double de celle qui a été prévue par le plan. La reprise économique repose sur un certain nombre de faits qui sont essentiellement une conjoncture internationale favorable, une reprise des investissements publics et des investissements privés. Il se pose toutefois de graves problèmes de financement qui ne sont toujours pas résolus.

« Cette conjoncture un peu confuse, précise-t-il, est le produit de la politique de déplanification qu'a poursuivie la V^e République. Après trente ans d'interventionnisme de l'Etat, c'est un fait que celle-ci s'est donnée une doctrine tendant à un retour à une certaine économie libérale. Ce retournement de politique est tout à fait fondamental.

• La règle actuelle, c'est le mystère

— Le gouvernement attendait de cette évolution « déplanificatrice » un sursaut d'élan, poursuit P. Mendès France. C'est, au contraire, une langueur qui s'est répandue sur l'économie française : stagnation de la Bourse, insuffisance des investissements privés, incertitude quant aux lendemains.

« A l'inverse de ce qu'avait promis M. Rueff, l'épargne, pourtant moins sollicitée par l'Etat, ne s'est pas dirigée vers les investissements privés et les taux du loyer de l'argent n'ont pas baissé, mais augmenté. Cette évolution a été à ce point paradoxale que l'Etat a dû faire exception à ses principes et lancer lui-même deux petits emprunts pour en redistribuer le montant aux entreprises qu'il choisissait.

« Dans tout cela, aucune information précise ou complète n'a été donnée à l'opinion ou aux syndicats de salariés. La règle actuelle, c'est le secret, le mystère. En fait, il n'y a plus, aujourd'hui, de véritable plan ni même de politique économique cohérente, mais des opérations au coup par coup, ce qui apparaît particulièrement fâcheux quand on voit tant de groupes privés organisés graviter autour du pouvoir.

• Déplanification et sous-emploi

Pierre Mendès France insiste alors sur le sous-emploi à la fois sur le plan humain et sur le plan

structurel. Des jeunes, des cadres sont inemployés. Les entreprises situées dans des zones géographiques défavorisées sont loin de produire ce qu'elles pourraient. Notre stock d'or et de devises dépasse largement nos besoins.

— La politique poursuivie par le gouvernement, ajoute-t-il, manque en permanence d'efficacité et prive la nation d'une partie du revenu national, sur laquelle elle devrait pouvoir compter. En 1965, par exemple, on a calculé que la chute de croissance avait fait perdre au pays 12 milliards de francs ; cette année, la perte sera un peu moindre, puisque la croissance est moins faible.

• Une politique démocratique et volontariste

Mendès France critique alors l'acceptation par le gouvernement de « l'alternance des conjonctures positives et régressives : tantôt initiatives enchevêtrées génératrices de « surchauffe », que l'on s'efforce alors de « casser » ; tantôt stagnation à laquelle on cherche à mettre fin par des mesures de relance, qui provoquent vite des goulots d'étranglement.

« Le libéralisme veut n'intervenir que le moins possible ; alors il n'intervient jamais que trop tard et de façon aveugle. Les hommes de progrès ne peuvent se satisfaire de ces « coups d'accordéon » qui « cassent » le rythme de l'expansion.

« A ce laisser-faire, il faut opposer une politique démocratique et volontariste comprenant à la fois des mesures générales et des décisions correctrices dans certains secteurs.

• Une véritable politique des revenus

Parmi les mesures générales qu'il propose, Mendès France insiste sur « une véritable politique des revenus non pas dirigée contre les salaires, mais fondée sur une plus grande honnêteté fiscale, une orientation des prix, la maîtrise des secteurs abandonnés à la spéculation, une répartition plus juste des fruits du travail commun... »

Et, plus loin, caractérisant les entretiens entre M. Pompidou et les syndicats. Mendès France déclare :

— Je n'appelle pas dialogues ces audiences de principe ou de parade accordées par le premier ministre aux syndicats, au cours desquelles rien de fondamental n'est discuté et dont on sait à l'avance que rien ne peut sortir, ce qui explique peut-être qu'on les accorde.

• Des réformes de structure

Mendès France indique alors la nécessité de

mesures « correctrices dans certains secteurs, la politique libérale non discriminatoire laissant s'amplifier des phénomènes regrettables qu'il vaudrait mieux juguler à temps.

« En fait, le gouvernement n'a pas osé avant 1963 et n'ose pas non plus, maintenant, entreprendre les réformes de structure nécessaires : la réforme foncière : qui prend au sérieux le nouveau projet de loi ? La réforme du financement des collectivités locales : qui s'en préoccupe vraiment ? Le déficit des entreprises nationales : on en reparlera plus tard... après les élections. Le déficit

de la Sécurité sociale, qui s'élèvera à 1.100 millions de francs l'an prochain ; la réforme fiscale, une politique des revenus qui ne soit pas seulement une façon déguisée de peser sur les salaires.

« En vérité, toutes ces questions, jugées essentielles par le V^e Plan, ont été ajournées, car nous ne sommes pas loin des idées de mars. Ce n'est pas tellement la peur des électeurs qui hante le pouvoir, mais sa volonté de ne pas aligner les intérêts particuliers sur l'intérêt général. »

Debré poursuit la déplanification

Le 9 novembre dernier, M. Debré a fait un large exposé de sa politique devant le Conseil national du Crédit. Certaines de ses phrases méritent d'être méditées :

1° M. Debré soumet l'Etat aux lois du marché :

« L'assainissement des finances publiques et le désendettement progressif du Trésor vis-à-vis du secteur bancaire autorisent maintenant l'Etat à renoncer à la contrainte pour assurer sa trésorerie, à accepter, par conséquent, les lois du marché. Cette évolution placera le Trésor dans la situation qui prévaut dans les principaux pays étrangers. »

2° M. Debré supprime le contrôle sélectif sur le crédit bancaire :

« Le coefficient de réserves (qui vient d'être institué) tend à réintroduire la liberté dans le choix et dans la gestion des emplois bancaires, en fonction des considérations naturelles (*sic*) qui sont les appréciations de rendement et de risque. J'espère ainsi favoriser une remise en ordre progressive des taux sur la base des lois du marché et dans le cadre d'une concurrence dont la notion même a parfois été perdue de vue. »

3° M. Debré supprime le contrôle des opérations de change :

« Le gouvernement a décidé de supprimer toutes les réglementations imposées jadis par les circonstances. Il déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi abrogeant les différents textes édictés depuis 1939. Dès lors, la règle générale de nos relations économiques et financières avec l'étranger sera la liberté.

« En cas de besoin, le texte soumis au Parlement prévoit que le gouvernement disposera des pouvoirs nécessaires pour préserver l'in-

dépendance financière de la nation et assurer la réalisation de ses objectifs sociaux, économiques et monétaires. »

Jamais on n'avait été aussi loin dans la voie du retour au libéralisme.

Certes, le dirigisme, l'arbitraire, les contrôles tatillons et inefficaces ne se confondent pas avec la planification ; l'impécuniosité de l'Etat ne l'a jamais facilitée.

Certes, M. Debré, comme le montre *Le Monde* dans son bulletin de la semaine du 13-14 novembre, annonce sur chaque point de sérieux garde-fous visant à écarter les risques excessifs d'un retour pur et simple à la liberté.

Nous voudrions tout de même savoir de quels moyens efficaces l'Etat disposera encore pour assurer l'exécution du Plan. Qu'il puisse prendre des mesures de sauvetage au cas où les choses tourneraient par trop mal ne nous rassure pas.

Lorsque le Trésor devra se soumettre à la loi du marché et que les banques accorderont leur crédit en fonction du rendement des opérations, qu'est-ce qui permettra de faire respecter les priorités du Plan ?

Lorsque tous les contrôles extérieurs seront levés, comment la France pourra-t-elle échapper aux coups de boutoir des capitalistes « internationaux », y compris les français.

P. Mendès France a eu raison de souligner que le régime actuel représente une menace grave même sur le plan de l'efficacité économique, du plein emploi et de l'indépendance nationale.

J. M.